



Colin and Linda McKie/istockphoto

Le retour de la question allemande

L'Europe est, encore une fois, façonnée par l'Allemagne. Quel en sera l'impact sur l'avenir?

- Ron Fraser
- [03/08/2009](#)

S'il y avait une prophétie pour laquelle Herbert Armstrong était connu, à travers son long ministère de près de 60 ans, c'était la réunification de l'Allemagne. Il a annoncé cette prophétie avec toujours plus de détails, au cours des ans, depuis l'époque du partage de l'Allemagne par les Alliés, en 1945, jusqu'à sa mort le 16 janvier 1986.

Herbert Armstrong est mort presque quatre ans avant que cette prophétie ne se soit réalisée. Elle a commencé à se réaliser le 9 novembre 1989, avec la brèche du mur de Berlin.

En novembre, le 20ème anniversaire de cet événement sera célébré à Berlin, jouissant actuellement de son statut, remis en vigueur et remodelé, de capitale d'une Allemagne unie. Avec l'ascension de cette nation à la prédominance en Europe, une question brûlante reste posée: «la question allemande».

Qu'est-ce que la «Question allemande»?

Selon l'historien allemand Heinrich Winkler, cette question «est survenue le 6 août 1806, quand Franz II—le dernier empereur du Saint Empire romain germanique, auquel était adressé un ultimatum de Napoléon—a déposé sa couronne, libéré les états de leurs devoirs et dissout ainsi le 'vieux Empire'» (*Facts about Germany*).

La question était alors: Jusqu'où l'Allemagne appartient-elle à l'Europe, quelles sont ses frontières et quel doit être son rôle dans l'Europe?

Trois fois depuis que l'Empereur Franz a renoncé à la couronne impériale du Saint Empire romain germanique, l'Allemagne a cherché à répondre à la «question allemande» par la guerre—la guerre franco-prussienne, qui s'est terminée avec la saisie allemande, en 1871, de l'Alsace-Lorraine française; la Première Guerre mondiale, qui s'est terminée avec un armistice en 1918; et la Seconde Guerre mondiale, que les Alliés ont gagnée en 1945.

H. Winkler maintient que la «question allemande» a été finalement résolue le 3 octobre 1990. C'était quand l'Allemagne de l'Est—la République démocratique allemande—s'est unie avec l'Allemagne de l'Ouest pour former la République fédérale unie d'Allemagne. Le président allemand Richard Von Weizsäcker a dit, à l'époque: «Le jour est venu où, pour la première fois dans l'histoire, toute l'Allemagne prend sa place permanente parmi les démocraties occidentales.»

Pourtant, pour ceux qui ont observé le voyage allemand de 64 ans, de l'ennemi vaincu de l'Ouest à la démocratie apparemment droite et paisible, il demeure une «question allemande»: L'imposition d'un système démocratique sur la nation a-t-elle changé son âme et son cœur, la nature de son peuple? Si des occasions semblables se présentaient à l'Allemagne d'aujourd'hui, comme celles qui se sont présentées périodiquement durant les deux siècles passés, et qui ont poussé ce pays à initier la guerre, cela pourrait-il arriver de nouveau?

De façon à répondre à cette question, nous devons avoir une connaissance de l'histoire, une compréhension de la prophétie

biblique, et la capacité d'établir un lien entre ces deux éléments et les événements mondiaux actuels. C'est la perspective à partir de laquelle nous verrons les développements qui ont lieu rapidement en Europe.

Ce que nous observons en Europe nous inquiète profondément pour l'avenir immédiat de sa population. Non seulement pour la sienne, mais aussi pour celles des pays anglo-saxons. Nous percevons une répétition de l'histoire, soutenue par la réalité de la prophétie biblique dans le processus évident de sa réalisation à travers les événements d'actualité des deux côtés de l'Atlantique. Les événements, dont certains d'entre nous ont attendu le déroulement pendant plus d'un demi-siècle, se mettent *subitement* en place!

Cinq éléments distincts dans la «question allemande» opèrent actuellement pour propulser l'Allemagne au premier rang, en tant que puissance mondiale: une alliance cruciale; des limites territoriales; des pratiques du commerce et des finances; des accords sur la sécurité et la défense; et la puissance nucléaire. Un thème primordial dans chacun de ces éléments implique l'isolement progressif des États-Unis dans les affaires internationales.

UNE RELATION INTERNATIONALE, EN PARTICULIER, VAUT LA PEINE D'ÊTRE OBSERVÉE ALORS QU'ELLE SE DÉPLOIE DANS UNE REMARQUABLE RÉPÉTITION DE L'HISTOIRE—ACCOMPLISSANT EN MÊME TEMPS, PLUS REMARQUABLEMENT ENCORE, LA PROPHÉTIE DE LA BIBLE POUR NOTRE TEMPS. C'EST UNE RELATION QUI RESTE ESSENTIELLE POUR ABORDER LE RENOUVEAU DE LA «QUESTION ALLEMANDE».

En 1922, après la Première Guerre mondiale, 34 nations, en excluant les États-Unis, se sont rencontrées à Gênes, en Italie, pour essayer de reconstruire la finance et le commerce européens. C'était la première conférence de l'après-guerre à laquelle assistaient l'Allemagne et la Russie, à statut égal avec le reste de la communauté internationale. Une question primordiale était l'énorme dette de guerre de la Russie.

Tout l'ordre du jour de la conférence de Gênes a été bouleversé par l'Allemagne et la Russie qui se sont rencontrées séparément, en secret, à Rapallo en Italie, pour conclure leur propre accord, connu comme le Traité de Rapallo. Cela a non seulement impliqué l'annulation réciproque de la dette, mais aussi l'octroi, par la Russie, du statut de «nation la plus privilégiée» à l'Allemagne. Cela a tourné au grand avantage de l'Allemagne dans ses propres plans pour se réarmer secrètement.

Après la signature du Traité de Rapallo, des marchés secrets ont permis à l'Allemagne de développer et de produire du matériel militaire en utilisant l'industrie russe. C'était une façon de contourner le Traité de Versailles qui interdisait, spécifiquement, à l'Allemagne de se réarmer avec ses propres capacités industrielles. Le résultat, 17 ans plus tard, a été une Allemagne complètement réarmée, prête pour la guerre.

Puis est venu août 1939. À la veille de l'agression de l'Allemagne, qui a provoqué la Seconde Guerre mondiale, le processus s'est répété. Cette fois, les ministres des Affaires étrangères impliqués étaient Viatcheslav Molotov, de Russie, et Joachim Von Ribbentrop, d'Allemagne. Ils ont négocié un accord de non-agression—le Pacte Molotov-Ribbentrop—qui incluait un plan secret pour diviser le territoire de la Pologne après l'attaque intentionnelle de Hitler sur ce pays.

Cela a dû être très amer en Russie quand Hitler s'est tourné contre son allié de l'Est, ce qu'il avait toujours eu secrètement l'intention de faire, et que cela a conduit au massacre de plusieurs millions de Russes. De nouveau la Russie a survécu pour regretter amèrement le jour où elle s'était fiée à une alliance avec la nation allemande.

Revenons à 2009. Pareillement aux années 1920, les principales nations se sont rencontrées—cette fois conférant dans un soudain accès d'activité à Washington, Berlin, Bruxelles et Londres—pour négocier sur la façon de stabiliser l'économie mondiale. Comme dans la situation des années 1930, le monde est entraîné dans une gigantesque chute libre, économique et financière. Et, de nouveau, pour la troisième fois en moins d'un siècle, au milieu de circonstances économiques semblables, l'Allemagne et la Russie veulent cimenter une alliance séparée, et en dehors de tout arrangement conclu entre d'autres nations.

NOUS AVONS DOCUMENTÉ EN DÉTAIL LA COLONISATION progressive de l'Europe par l'Allemagne, au moyen de l'institution actuellement appelée Union européenne [UE]. La crise économique d'aujourd'hui place subitement tout cela en perspective.

Sous le titre, «Un nouveau colonialisme», *l'Economist* signale un «nouveau plan extraordinaire» mis en avant pour la Commission européenne qui «suggère que les représentants et les diplomates européens soient impliqués dans le contrôle de l'application des lois, dans la gestion des fonds de l'UE et dans la supervision des cours de justice, des procureurs et des investigateurs» dans les nations membres de l'UE (19 mars). Le plan est mis en avant par la Bulgarie, dont le ministre des Affaires étrangères, Ivaylo Kalfin, encourage à considérer le projet, non seulement pour son propre pays, mais pour toutes les nations membres de l'UE. *l'Economist* a montré que les États ex-soviétiques se méfient souvent des régimes nationaux corrompus qui ont pris le pouvoir depuis la disparition de l'Union soviétique. Conditionnés à l'intervention de l'État par leurs 70 ans de régime communiste, leurs populations tendraient plus facilement à accepter une telle intervention de l'UE.

Toute l'Europe compte maintenant sur l'Allemagne pour diriger les choses dans une heure de crise. Le désordre politique, économique et social ondulant à travers l'Europe présente à l'Allemagne—l'entité dirigeante, politique et économique, de l'Europe—l'occasion idéale pour cimenter un «nouveau colonialisme». Soyez attentif, et vous la verrez s'élever, par invitation, assurant son emprise sur l'Europe, de la mer du Nord à la Méditerranée, et de l'Irlande à la mer Noire.

Des questions demeurent sur l'avenir de l'enclave russe de Kaliningrad, coincée entre les deux nations membres de l'UE, la Pologne et la Lituanie. Kaliningrad peut encore être troquée par la Russie à l'UE, comme le Kosovo, dans quelque marché à venir entre l'Allemagne et la Russie, sur le territoire de la Russie et de l'UE.

Ce qui est crucial pour l'Allemagne, quant à la consolidation de son Empire colonial, c'est sa frontière avec l'Empire ravivé de la Russie. La Russie a déjà donné un avertissement précis disant que le territoire à l'est de la mer Noire est non négociable—en témoigne son incursion récente en Géorgie. La lutte pour l'influence politique et le gain territorial continue dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique. Jusqu'à maintenant, l'Allemagne équilibre soigneusement sa participation en Iran; la Russie et l'Allemagne contribuent toutes les deux au développement industriel de cette nation. L'Allemagne, sous le parapluie de l'UE, est bien en avance, par rapport à la participation russe, dans le processus de paix palestinien.

De même, la force de l'économie allemande lui a permis de rattraper la Russie dans l'extension de ses intérêts pour ses anciennes colonies africaines. Les deux pays continueront à rivaliser l'un avec l'autre contre les intérêts chinois enchâssés en Afrique. L'accès aux riches ressources de ce continent—aussi bien que ses ports maritimes stratégiquement localisés—en fournit le motif.

L'Amérique latine—un continent dominé par une religion, le catholicisme romain—tombera naturellement sous le pouvoir européen dominé par l'Allemagne alors que celle-ci consolide son statut de puissance mondiale.

Cependant, tout comme en 1922 et 1939, ce qui est le plus essentiel, à la fois pour l'Allemagne et la Russie, c'est de protéger leur principale frontière continentale européenne. L'Allemagne ne peut simplement pas se permettre d'avoir une division de ses centres d'intérêt pendant qu'elle poursuit ses buts expansionnistes. Elle doit protéger sa frontière de l'est avec la Russie afin de pouvoir continuer à marcher vers le sud, l'ouest et le Moyen-Orient. À cet égard, il semble que l'Ukraine soit le pigeon cédé à la Russie, et le Kosovo le dindon sacrifié à l'UE sous pouvoir allemand.

QUAND LES ANCIENS NAZIS DE L'ÈRE DE LA Seconde Guerre mondiale sont passés dans la clandestinité, s'incorporant dans des cellules opérationnelles en Espagne et en Amérique latine, se fondant dans l'ombre de la société, du Canada à l'Australie, ils ont pris avec eux leur rêve de conquête mondiale. Ils ont gardé leur détermination à réanimer leur patrie bien-aimée dans un quatrième Reich impérial. Nous ne devrions pas oublier aussi que, après que les Alliés ont échoué dans leur tentative de dénazifier l'Allemagne, beaucoup de nazis opérationnels sont revenus à des postes d'influence dans l'administration allemande de l'après-guerre, continuant imperceptiblement à injecter leur idéologie dans l'esprit des générations ultérieures.

L'économiste politique britannique, Rodney Atkinson, a clairement exposé les parallèles entre le rêve impérialiste des nazis, utilisant une Europe unie comme plate-forme à partir de laquelle lancer leur conquête mondiale, et le passage progressif de cette vision à une réalité au moyen de l'Union européenne (voir encadré).

Certains maintiennent que le système de finance et d'économie qui était l'Europe était destiné à garantir la dépendance du continent entier sous la direction économique et financière allemande. Reuters a rapporté: «La spéculation a grandi, dans les dernières semaines, laissant entendre que les membres les plus forts des 16 nations de la zone euro, comme l'Allemagne, pourraient intervenir à un certain stade pour aider des partenaires souffrants» (20 mars). La même source a confirmé que le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, «a admis que Berlin se tient prête à aider les membres plus faibles de l'euro».

Jusqu'où une telle assistance ira-t-elle, et ce qui est plus important, quelles conditions le gouvernement allemand posera-t-il pour une telle affaire? Une loi, récemment promulguée en urgence par le parlement, ouvre la porte à une action qui est dangereusement similaire à l'approche nationale-socialiste des années 1930 de l'Allemagne, pour les finances et l'économie. *Spiegel* a dit que la loi, adoptée par le Bundestag le 20 mars, «donne à la Chancelière Merkel le pouvoir d'exproprier les actionnaires de la HRE [Hypo Real Estate], organisme spécialisé dans le crédit immobilier, et actuellement en mauvaise posture. Cela pourrait devenir la première expropriation de ce genre en Allemagne depuis les années 1930... Certains ont... dit que la loi brise un tabou en Allemagne, étant donné l'expérience du pays avec les expropriations du temps des nazis...» (20 mars).

Suivez la progression: Des accords de libre-échange à un marché commun. D'un marché commun à une monnaie commune. De la dépendance à la plus puissante économie de l'UE pour le placement de capitaux à la dépendance à cette économie, et à une banque centrale basée dans cette même nation, pour les subventions économiques—puis, finalement, à la saisie du bien des actionnaires privés.

C'est bien trop proche du vieux rêve nazi pour être une coïncidence.

L'ALLEMAGNE, PENDANT QUELQUE TEMPS, a été encouragée par d'autres nations de l'UE et, en particulier, par les États-Unis, à endosser un plus grand fardeau dans la défense et la sécurité, non seulement de l'Europe, mais aussi d'autres théâtres comme l'Afghanistan et le golfe Persique. À chaque pas ou presque, l'Allemagne semblait réticente. Maintenant, les choses changent—et beaucoup plus rapidement que la plupart de nos médias ne l'ont saisi. Subitement, l'image d'une Allemagne d'après-guerre, débutante et réticente, a été remplacée par celle d'une nouvelle puissance militaire émergente, vigoureuse, extrêmement inventive et de dernière génération!

L'ascendant du nouveau président américain a catalysé certaines élites à Berlin et à Bruxelles. Ils voient le moment de faiblesse politique de l'Amérique comme une occasion pour raviver leur force. Distracte par une énorme migraine financière et économique, l'administration américaine prête une attention insuffisante à la politique étrangère.

Cela présente à l'Allemagne une ouverture idéale vers de rapides négociations avec la Russie pour former une alliance de sécurité et de défense, destinée ultimement, non seulement à couper l'Amérique de son rôle d'après-guerre de leader d'une alliance transatlantique, mais finalement aussi de la faire tomber de son perchoir de puissance mondiale.

Dans le même temps, l'Allemagne se positionne pour conduire l'UE à se soustraire de toute dépendance vis-à-vis des États-Unis pour le renseignement militaire. Apparemment, du jour au lendemain, l'Allemagne est devenue le dirigeant de l'espionnage international de l'ère spatiale.

Aucune puissance extérieure n'a pressé l'Allemagne de faire cela. L'Allemagne a, de sa propre volition, sous le parapluie de l'UE, tranquillement développé cette capacité d'espionnage sans faire beaucoup de publicité. Elle est sur le point de propulser la nation allemande dans une position de prédominance, non seulement en Europe, mais sur une échelle mondiale, dans l'art de rassembler des renseignements militaires.

Lors des Première et Deuxième guerres mondiales, les Britanniques ont pu déchiffrer les codes de l'ennemi, et réunir ainsi des renseignements vitaux sur les mouvements des troupes allemandes. Ce côté stratégique, avec l'avancée britannique dans la technologie du radar, a été essentiel à la victoire anglo-saxonne dans les deux conflits mondiaux. Toutefois, les élites allemandes ont beaucoup appris de leur défaite dévastatrice dans ces deux guerres—cela a stimulé leur effort à mettre l'Allemagne au premier plan du renseignement militaire.

La fine équipe de German-Foreign-Policy.com a rapporté que l'Allemagne s'est récemment propulsée dans une importante position mondiale en matière de surveillance militaire renforcée par satellite. «Ayant lancé un nouveau système de satellites de reconnaissance, la Bundeswehr célèbre sa capacité étendue à réaliser des opérations militaires indépendantes. Le système SAR-Lupe, qui avait atteint une capacité opérationnelle complète en fin 2008, a catapulté les Forces armées allemandes dans une position de *dirigeant mondial dans la reconnaissance par radar*, selon un officier de haut rang. Avec ce 'nouvel instrument à sa disposition', Berlin peut, 'de sa propre volition politique, recueillir des données exclusives et mondiales, de façon indépendante'. Cette nouvelle capacité de reconnaissance a radicalement réduit sa 'dépendance vis-à-vis d'autres pays' dans le domaine de la politique de sécurité... Les satellites espions fourniront non seulement des informations à la Bundeswehr, mais aussi au service des renseignements étrangers» (6 mars).

Ce développement est assez choquant, en considérant que l'Allemagne s'est transformée en seulement 20 ans, passant d'une nation divisée, autorisée seulement à défendre ses propres frontières sous le bouclier de l'OTAN, à une nation réunifiée qui mène le monde, en matière d'espionnage extraterrestre! Mais ce qui est encore plus consternant c'est la révélation du nom de la nation qui a été le partenaire de l'Allemagne dans le développement de cette technologie d'espionnage de dernière génération: la Russie! «Moscou a joué un rôle essentiel dans le soutien au développement du système par satellite, ce qui encouragera la tendance vers l'indépendance vis-à-vis de Washington» (Ibid.).

Manfred Fuchs, cadre chez le principal entrepreneur responsable du développement du projet SAR-Lupe, OBH System AG basé à Brême, a déclaré que, au niveau radar, «l'Allemagne est championne du monde. Il n'y a aucun système comparable» (ibid.).

Le nouveau système de satellites espions de l'Allemagne fait partie d'un programme de reconnaissance mondiale appelé GMES, pour Global Monitoring for Environment and Security [Contrôle mondial pour l'Environnement et la Sécurité], basé à Berlin. Ce programme est considéré comme le vaisseau amiral pour les futurs projets spatiaux de l'Union européenne. Commentant le programme, le Commissionnaire à l'Industrie de l'UE, Günter Verheugen, a déclaré qu'il transformerait littéralement l'Europe en une «puissance spatiale» (ibid.).

Tout stratège militaire anglo-saxon ayant une connaissance de l'histoire de 1871 à 1945 devrait être profondément inquiet de ces développements! Considérez-en les ramifications: une position allemande de dirigeant en matière de surveillance mondiale, développée en partenariat avec la Russie, faisant partie d'un programme pour transmuter l'UE en une puissance spatiale, avec pour but que le programme entier soit utilisé à des fins *militaires*!

SI CE DÉVELOPPEMENT FAIT FROID DANS le dos à la génération qui se souvient des événements d'il y a 70 ans, alors considérez ceci: «Par son alliance nucléaire avec Moscou, la société allemande Siemens a maintenant la perspective de participer aux projets nucléaires militaires. C'est le résultat des discussions les plus récentes tenues par les dirigeants de la société avec le Premier ministre de Russie» (ibid., 12 février).

Décrit comme s'étant produit par une «coopération rapidement mise en œuvre», l'accord de Siemens est essentiellement avec «l'administration nucléaire de Rosatom, qui est aussi en contrôle du secteur nucléaire militaire. Rosatom a attiré l'attention publique parce que ce groupe achève la centrale atomique iranienne Bushehr, dont la construction avait été lancée par Siemens. L'alliance nucléaire germano-russe va certainement durer des décennies...» (ibid.). La société allemande géante Siemens a longtemps possédé en copropriété «un producteur de turbines russe qui fabrique aussi des composants pour les sous-marins nucléaires et pour l'industrie de l'armement.» Si cela ne s'est pas déjà vu en 1922, alors il y a quelque chose qui ne va pas avec mon sens de l'histoire!

Pour ceux qui ont regardé de près le rapide développement allemand en une puissance militaire de réputation mondiale, depuis la réunification de la nation il y a à peine 20 ans, ce sont des développements saisissants. Les experts de la défense de Washington et de Londres devraient être en train de se réunir pour décider comment répondre aux futurs risques pour la sécurité de leurs nations que présagent de telles initiatives.

Ne retenez pas votre souffle. Le président américain a récemment fait un affront au Premier ministre de Grande-Bretagne, et décliné une invitation pour parler devant l'Assemblée parlementaire européenne. Cette conduite indique qu'il n'existe pas un bon climat émergeant pour un dialogue réel entre les partis sur cette «question allemande» revivifiée. Certainement, il existe peu d'indications que Londres ou Washington commencent même à percevoir la réalité des dangers inhérents à la soudaine propulsion allemande vers la dominance mondiale dans l'expertise de l'espionnage par satellite et l'implication dans la

production d'armes nucléaires.

Après tout, pour évaluer correctement les risques que de telles initiatives posent pour la sécurité mondiale, on devrait au moins commencer par le sens de l'histoire, quelque chose que les gouvernements actuels d'inclination socialiste, tant britanniques qu'américains, ont l'air de ne posséder qu'en toute petite quantité.

Non, il n'a pas été répondu à la «question allemande», en 1990. Elle a vraiment été remise en vigueur! En raison d'une nation allemande nouvellement revitalisée, poussée par les élites dissimulées, poursuivant toujours la même vieille vision nazie: la dominance de l'Europe comme plate-forme pour l'hégémonie mondiale!

L'Allemagne a dominé l'Europe dans le commerce, la finance et la force économique pendant des décennies. Elle demeure le seul plus grand exportateur de marchandises du monde. En dépit des aspirations du président français actuel, l'Allemagne est de loin la principale influence politique en Europe. L'Allemagne saute subitement à la vue comme «la championne du monde» dans le renseignement militaire, et elle a la capacité technique active pour produire des armes nucléaires en association avec la Russie! De cette position, cela ne devient qu'une question théorique quant à la façon dont l'Allemagne dominera bientôt l'Europe en tant que sa puissance militaire suprême.

Il ne reste qu'une pièce du puzzle à mettre en place afin que la «question allemande» puisse être réglée par une réponse allemande. La résurrection, complète et finale, du Saint Empire romain ne peut que réaliser son rôle prophétisé par l'imposition d'une force spirituelle puissante, une religion universelle qui réclame ses droits en tant que nourricière des racines de la civilisation européenne. Pour cela, il faut que nous continuions à être attentifs à la relation qui va encore s'établir entre Berlin et Rome.

Selon les paroles de Jésus-Christ, il est temps pour ceux qui ont des oreilles d'entendre «ce que l'Esprit dit» afin de «veille[r] et prie[r]» avec une bien plus grande vigueur!

Le retour soudain de la «question allemande» n'est qu'un signe gigantesque que le retour de Jésus-Christ, pour imposer le gouvernement de la paix universelle sur ce monde, «est proche, à la porte» (Matthieu 24:33). ■